

Luxembourg, le 25 janvier 2016



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre
des Députés
LUXEMBOURG



DEMOKRATESCH
PARTEI

Chambre des Députés
Groupe Parlementaire

9, rue du St. Esprit
B.P. 510
L-2015 Luxembourg

Tel. : 22 41 84 1
Fax : 47 10 07

dp@dp.lu
www.dp.lu

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 de notre Règlement interne, je souhaite poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

« Force est de constater que le Luxembourg, dans une perspective historique, a généralement bénéficié de l'immigration pour assurer son développement économique et social. Toutefois, les mouvements migratoires récents en Europe constituent un défi majeur pour les sociétés occidentales. Depuis l'an 2015, l'afflux massif de réfugiés, notamment vers l'Allemagne, soulève bon nombre de questions tournant autour de sujets tels l'intégration, la scolarisation, la formation ou encore l'insertion sur le marché du travail des personnes concernées. Ce phénomène implique par conséquent que des réflexions soient systématisées quant aux conséquences politiques, sociales et infrastructurelles découlant de l'arrivée de nouveaux immigrants. Une approche interdisciplinaire est donc indispensable.

Dans ce contexte je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Monsieur le Ministre peut-il informer si l'Université du Luxembourg traite en détail les questions migratoires, notamment dans le cadre de projets de recherche interdisciplinaires?

Dans l'affirmative, qui est chargé de cette recherche et quelles sont les ressources financières et humaines mobilisées à cette fin? Dans ce contexte, l'Université du Luxembourg fait-elle appel à des professeurs et chercheurs spécialisés en la matière venant de l'étranger?

Monsieur le Ministre peut-il informer dans quelle mesure le Fonds national de la recherche intervient dans ces projets de recherche? Quels sont les projets ou sujets pour lesquels il a octroyé une aide financière? »

Veuillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma très haute considération.



André BAULER

Député



**DEMOKRATESCH
PARTEI**

Chambre des Députés
Groupe Parlementaire

9, rue du St. Esprit
B.P. 510
L-2015 Luxembourg

Tel. : 22 41 84 1
Fax : 47 10 07

dp@dp.lu
www.dp.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche

Le Ministre délégué

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
Service Central de Législation
43, boulevard F.D. Roosevelt
L-2450 Luxembourg



Luxembourg, le 18 février 2016

Concerne: Question parlementaire n° 1733 du 26 janvier 2016
de Monsieur le Député André Bauler

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe et aux fins qu'il appartiendra la réponse à la question parlementaire susvisée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma parfaite considération.

Marc Hansen
Ministre délégué à l'Enseignement supérieur
et à la Recherche

Réponse du ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche à la question parlementaire N°1733 de Monsieur le député André Bauler sur les questions migratoires en tant que sujet de recherche

Les questions migratoires constituent une thématique majeure de recherche à l'Université du Luxembourg. En effet, selon les informations de l'Université du Luxembourg, les chercheurs de l'Université ont pu acquérir depuis 2012 quelque 12 millions d'euros en financement tiers pour des projets de recherche traitant de flux migratoires, dont 3,6 millions d'euros de la part de l'Union Européenne.

Les principaux sujets étudiés sont :

- les aspects mondiaux des migrations ;
- les conséquences juridiques, politiques et économiques de la gestion des migrants et des réfugiés par l'UE dans les pays d'accueil et dans les pays d'origine ;
- les aspects de l'intégration et de l'identité des migrants et des réfugiés au Luxembourg (e.a. compétences linguistiques, plurilinguisme, intégration des jeunes et des personnes plus âgées issues de l'immigration, inclusion sociale) ;
- les aspects géographiques, historiques et sociaux des mouvements migratoires transfrontaliers au sein de l'Europe, notamment aux frontières luxembourgeoises.

De nombreux projets et conférences ont été et sont menés de manière transversale par des chercheurs de la FDEF (Faculté de Droit, d'Économie et de Finance), de la FLSHASE (Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation) et de l'Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT), dans une optique qui se veut orientée vers la pratique et pertinente pour la société. Les résultats de ces recherches ont pu impacter des décisions politiques et juridiques, notamment au niveau de l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) et de la Direction de l'immigration. Des modèles d'intégration et de traitement juridique et administratif des migrations et de l'asile au Luxembourg ont été élaborés à partir d'exemples de bonnes pratiques dans d'autres États-membres.

Les chercheurs de l'Université du Luxembourg ont également apporté leur soutien à la Commission européenne et ont contribué à la rédaction d'une directive européenne sur le trafic des êtres humains.

Il convient de noter que l'Université du Luxembourg assume également le rôle de point de contact national du Réseau Européen des Migrations.

Selon les informations de l'Université du Luxembourg, deux tiers des membres du corps professoral de l'Université du Luxembourg viennent de l'étranger. Cette proportion est sensiblement la même pour les personnes qui prennent part aux recherches sur les migrations. La recherche sur les migrations est menée de manière transversale et interdisciplinaire au sein de toute l'Université et illustre au plus haut point la force de la recherche interdisciplinaire à l'Université du Luxembourg. Trente professeurs et quelque 30 à 40 post-doctorants, doctorants et collaborateurs de recherche s'occupent tout particulièrement des questions liées aux migrations.

Ces scientifiques ont obtenu des aides financières aussi bien pour leurs recherches que pour la tenue de conférences consacrées aux migrations. Ces dernières années ont été obtenus les crédits suivants : plus de 3,4 millions d'euros du Fonds national de la recherche (FNR), 3,6 millions d'euros de la Commission européenne, 1,45 million d'euros de l'État luxembourgeois (notamment de l'OLAI) et plus de 3,7 millions d'euros d'autres aides (dont l'OCDE, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'agence francophone et des projets internes de l'Université). Par ailleurs, un grand nombre de projets de recherche émergent actuellement dans un contexte de migration forte et de crise des réfugiés.

Dès les tout premiers programmes du Fonds national de la recherche, les problématiques liées aux flux migratoires constituaient une des priorités thématiques dans le cadre du programme VIVRE et des mesures d'accompagnement du FNR.

En 2008, le FNR a défini de nouvelles priorités thématiques pour son programme pluriannuel CORE suite à une large étude nationale dite "Foresight", en concertation avec les principaux acteurs de la recherche publique au Luxembourg. Dans le cadre du programme actuel CORE (qui reprend les priorités thématiques de la recherche publique telles que retenues par le Gouvernement en 2007), un axe est dédié spécifiquement aux "défis sociétaux", où le sujet de la migration constitue une priorité transversale.

Le FNR finance un total de 14 projets CORE entre 2008 et 2017. A cela s'ajoutent 11 projets de doctorat et 11 projets de post-doctorat dans le cadre de son instrument AFR depuis 2009. Pour ces projets, le FNR a alloué un budget total d'environ 9,5 millions d'euros.

Par ailleurs, la thématique de la migration et ses interactions avec la scolarisation, la formation et le marché du travail est analysée dans une multitude d'autres projets financés par les instruments du FNR.